



# CAMEROON



## **63ème SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES A NEW YORK**

\*\*\*\*\*

### **Déclaration de Son Excellence Monsieur PAUL BIYA, Président de la République du Cameroun**

**NEW YORK, le 25 septembre 2008**

*A vérifier au prononcé*

- Monsieur le Président, Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

Permettez moi d'abord de me féliciter de voir le Nicaragua, en la personne de Son Excellence, Monsieur le Ministre Miguel d'Escoto Brockmann, présider cette 63<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le Cameroun lui adresse ses vœux de succès dans l'accomplissement de sa mission et l'assure de son entière collaboration.

Qu'il me soit également permis, de rendre un hommage mérité à l'Ambassadeur Kerim pour la compétence avec laquelle il a dirigé les travaux de la 62<sup>ème</sup> session.

Je salue enfin Son Excellence Monsieur Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies et lui renouvelle l'expression de notre appréciation et de notre soutien pour les efforts remarquables qu'il déploie pour s'acquitter de sa haute mission.

Monsieur le Président,

En proposant comme thème directeur du débat général de la 63<sup>ème</sup> session, « l'impact de la crise alimentaire sur la pauvreté et la faim dans le monde et la nécessité de démocratiser les Nations Unies », vous avez inscrit nos délibérations au cœur des problèmes qui préoccupent actuellement la Communauté internationale.

J'adhère d'autant plus à cette proposition que le Cameroun, comme d'autres pays à travers le monde, a récemment connu des turbulences sociales, provoquées par le renchérissement du coût de la vie.

Nous avons d'ailleurs à cette occasion décidé et mis en œuvre un train de mesures correctives, allant de la réduction des taxes et des droits de douane sur certains produits essentiels au relèvement des salaires des personnels de l'Etat et à la stabilisation des prix du carburant.

Ces mesures qui ont été saluées par le FMI, ont eu incontestablement des effets positifs. Elles n'ont toutefois pas éliminé complètement un problème qui est d'envergure mondiale et qui appelle des réponses à la même échelle.

La crise alimentaire, qui en est une des manifestations, a en effet pris des proportions inquiétantes à travers le monde. Toutes les économies quelles que soient leurs tailles, mais en particulier celles

des pays pauvres, sont touchées. Les populations les plus vulnérables en sont réduites à se priver de soins de santé et d'éducation, pour se nourrir.

Si des réponses appropriées ne sont pas rapidement trouvées, il y a lieu de craindre des répercussions dramatiques sur le commerce international, la croissance économique, le progrès social, la stabilité politique et partant la sécurité dans le monde.

Il est donc d'une nécessité impérieuse d'agir rapidement et ensemble. Une réponse appropriée à cette situation nous semble en effet devoir s'articuler autour d'une coordination au plus haut niveau.

C'est pourquoi je me félicite de ce que le Secrétaire général des Nations Unies ait pris l'initiative de mettre sur pied l'Equipe spéciale sur la crise alimentaire mondiale, dont le but est de promouvoir une riposte cohérente et unifiée à la crise. Le Cameroun partage la vision contenue dans le Cadre d'action global élaboré par cette équipe.

Nous sommes en effet d'avis, qu'une solution durable passe nécessairement par des actions à court et à moyen terme, comprenant notamment l'augmentation de l'aide alimentaire et des investissements agricoles, la promotion des initiatives de protection sociale, la réduction des subventions agricoles dans les pays développés et des restrictions aux exportations alimentaires des pays du sud.

Il est évident que ces solutions ne pourront être mises en œuvre sans la participation de tous et sans le développement de partenariats mondiaux sur l'alimentation et l'agriculture, impliquant tous les acteurs concernés, gouvernements, secteur privé, société civile, donateurs et institutions internationales.

- Monsieur le Président, Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

A l'heure où s'élabore le bilan à mi-parcours de la réalisation des objectifs du millénaire, la crise alimentaire mondiale se confirme comme l'un des défis majeurs qu'aura à relever la Communauté internationale.

Le Cameroun souhaite à cet égard joindre sa voix à l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur du financement des mesures préconisées par l'Equipe spéciale. Mais la crise alimentaire, pour aiguë qu'elle soit, n'est pas, loin s'en faut, le seul écueil auquel se heurte la mise en œuvre des objectifs du millénaire.

S'agissant particulièrement de l'Afrique, de nombreux autres défis restent posés tels que la persistance de la pauvreté, les problèmes de paix et de sécurité, ainsi que les effets du changement climatique.

En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, notre Continent avait placé beaucoup d'espoirs dans la mondialisation à laquelle il s'était rallié de bonne foi malgré les craintes légitimes qu'il pouvait nourrir à l'égard de la globalisation des échanges. Force est de reconnaître que, de façon générale, ces espoirs ont été déçus.

Sans revenir sur la crise alimentaire mondiale, il est clair que l'Afrique a subi le contrecoup de la crise financière internationale et de la hausse exponentielle des cours du pétrole, tous phénomènes qui échappaient à son contrôle. Par ailleurs, elle ne peut que constater l'érosion de l'aide publique au développement et l'échec des négociations du cycle de Doha où ses intérêts sont passés au second plan. Ce rôle de spectateur impuissant ne peut que provoquer une immense frustration et jeter le doute sur les chances de réaliser dans les délais les Objectifs du Millénaire.

Néanmoins, l'Afrique veut croire que la Communauté internationale ne renoncera pas à l'aider à sortir de la pauvreté et du sous-développement. C'est pourquoi, nous apprécions à sa juste valeur, l'initiative des Nations Unies concernant l'organisation des réunions de haut niveau consacrées au développement de notre continent en marge de la présente session.

Car au plan économique, le vaste potentiel de l'Afrique demeure largement inexploité. Mais, même si plusieurs pays africains enregistrent globalement de bons résultats économiques, le continent reste le plus pauvre de la planète. D'où l'appel en faveur d'une solidarité renforcée de la Communauté internationale.

L'impact croissant du changement climatique, notamment en Afrique, est particulièrement préoccupant. En ce domaine où se joue, plus qu'ailleurs, le sort des générations futures, l'urgence d'une action solidaire de la Communauté internationale est une nécessité impérieuse.

Cette solidarité devrait également s'exprimer dans la gestion de la question des migrants. Les drames qu'ils vivent sont à proprement parler inhumains. Les exactions et discriminations qu'ils subissent au quotidien sont inacceptables. Il est urgent de trouver des solutions concertées, afin de réguler cet exode qui vide l'Afrique des ressources humaines dont elle a le plus grand besoin. Il va de soi que le développement économique du continent est la seule et unique solution de ce douloureux problème.

En ce qui concerne la paix et la sécurité, l'Afrique a probablement, plus qu'en d'autres domaines, besoin de la solidarité agissante de la Communauté internationale. On peut, à juste titre, se féliciter des avancées enregistrées dans plusieurs pays naguère en proie à des affrontements meurtriers ; mais force est de constater que de nombreux foyers de tension et de conflits persistent sur le continent.

Ici, des accords de paix longuement négociés peinent à entrer pleinement en application. Là, l'on assiste à des remises en cause par la force des acquis de la démocratie.

La poursuite des affrontements en Somalie, l'instabilité chronique qui s'est installée aux confins du Tchad, de la République Centrafricaine et du Soudan, la tragédie quotidienne que vivent les populations du Darfour, les éruptions récurrentes de la violence dans l'Est de la République Démocratique du Congo et au Burundi, restent autant de motifs de grave préoccupation.

Notre continent n'échappe malheureusement pas non plus à la menace terroriste qui a désormais une dimension mondiale. Je demeure persuadé que seule une action globale et résolue permettra d'y faire face. Le Cameroun y apportera sa contribution autant que nécessaire.

La Communauté internationale et en particulier les Nations Unies, déploient des efforts méritoires pour faire avancer la cause de la paix en Afrique. C'est pourquoi l'Organisation doit recevoir de la part de tous ses membres les moyens dont elle a besoin pour garantir l'efficacité de son action. Pour cela, elle doit exprimer en permanence la volonté commune et demeurer le creuset de la démocratisation des relations internationales.

- Monsieur le Président, Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

L'avancée historique enregistrée dans le règlement du différend concernant la presqu'île de Bakassi, constitue l'un des meilleurs exemples des résultats appréciables auxquels peut conduire une volonté de paix authentique et partagée des parties, associée à un appui judiciaire de la Communauté internationale.

La cérémonie qui a consacré le 14 Août 2008, à Calabar, le retrait de l'administration et des forces de police nigérianes de Bakassi, ainsi que le transfert d'autorité au Cameroun, tire assurément sa source de l'attachement à la paix dont ont su faire preuve les dirigeants et les peuples des deux pays.

J'exprime à ce propos ma profonde gratitude aux pays amis, pour le soutien qu'ils n'ont cessé d'apporter à la mise en oeuvre de la

décision de la Cour internationale de justice et de l'Accord de Greentree. Je voudrais remercier tout particulièrement les Etats témoins de l'Accord, à savoir, les Etats Unis d'Amérique, la France, la République Fédérale d'Allemagne et le Royaume Uni.

Le rôle de l'ONU en la matière a été décisif. Les efforts inlassables des Secrétaires généraux, Kofi Annan et Ban Ki-Moon, et de leurs représentants au sein de la Commission Mixte, méritent toute notre reconnaissance.

Une ère nouvelle s'ouvre ainsi dans les relations entre le Cameroun et le Nigeria, tournée vers la recherche du progrès et du développement auxquels aspirent nos deux peuples. Il va de soi que les deux pays se doivent désormais de tout mettre en oeuvre pour consolider le règlement intervenu et saisir les opportunités qui s'offrent à eux pour développer leurs relations dans tous les domaines. Je veux réaffirmer à cet égard que le Cameroun tiendra tous les engagements auxquels il a souscrit.

- Monsieur le Président, Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

Le retard constaté dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement doit nous inciter à redoubler d'efforts pour mener des actions vigoureuses, concertées et solidaires dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et pour le développement.

Le Gouvernement camerounais y est résolument engagé. Je voudrais rendre hommage à nos populations pour les sacrifices qu'elles consentent à cet égard, de même qu'à nos partenaires bilatéraux et multilatéraux pour l'appui multiforme qu'ils nous apportent. Cet appui nous est particulièrement précieux, notamment dans nos efforts pour promouvoir une meilleure gestion des ressources publiques. Nous avons engagé dans ce cadre, une lutte sans merci contre les gestionnaires indéliques que nous entendons poursuivre sans faiblesse.

Guidés par le souci de la recherche du bien-être de notre peuple nous réaffirmons, du haut de cette tribune, notre détermination à ne point relâcher nos efforts en vue de la réalisation des objectifs du millénaire.

Pour mener à bien cette tâche, nous savons pouvoir compter sur la compréhension et le concours des Nations Unies.

Je vous remercie de votre attention.